

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

23 mars 2022

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative au respect de la norme de 2 %
du PIB fixée par l'OTAN**

(déposée par M. Theo Francken et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

23 maart 2022

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende het halen
van de NAVO-norm van 2 % van het BBP**

(ingediend door de heer Theo Francken c.s.)

<i>N-VA</i>	: <i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
<i>Écolo-Groen</i>	: <i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen</i>
<i>PS</i>	: <i>Parti Socialiste</i>
<i>VB</i>	: <i>Vlaams Belang</i>
<i>MR</i>	: <i>Mouvement Réformateur</i>
<i>CD&V</i>	: <i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
<i>PVDA-PTB</i>	: <i>Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique</i>
<i>Open Vld</i>	: <i>Open Vlaamse liberalen en democraten</i>
<i>Vooruit</i>	: <i>Vooruit</i>
<i>Les Engagés</i>	: <i>Les Engagés</i>
<i>DéFI</i>	: <i>Démocrate Fédéraliste Indépendant</i>
<i>INDEP-ONAFH</i>	: <i>Indépendant - Onafhankelijk</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
<i>DOC 55 0000/000</i>	<i>Document de la 55^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi</i>	<i>DOC 55 0000/000</i>	<i>Parlementair document van de 55^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>	<i>QRVA</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV</i>	<i>Version provisoire du Compte Rendu Intégral</i>	<i>CRIV</i>	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag</i>
<i>CRABV</i>	<i>Compte Rendu Analytique</i>	<i>CRABV</i>	<i>Beknopt Verslag</i>
<i>CRIV</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>	<i>CRIV</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
<i>PLEN</i>	<i>Séance plénière</i>	<i>PLEN</i>	<i>Plenum</i>
<i>COM</i>	<i>Réunion de commission</i>	<i>COM</i>	<i>Commissievergadering</i>
<i>MOT</i>	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>	<i>MOT</i>	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)</i>

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

L'invasion brutale de l'Ukraine par la Russie constitue un tournant dans l'Histoire contemporaine: la guerre fait une réapparition dévastatrice dans nos contrées. Pour nos citoyens, le réveil est brutal: à peine débarrassés de la crise sanitaire, les voilà aujourd'hui subitement confrontés à des perspectives de guerre et de pénurie alimentaire qui mettront une nouvelle fois à l'épreuve les économies et la cohésion sociale européennes.

Face aux images choquantes en provenance d'Ukraine et aux menaces de destruction nucléaire qui leur parviennent, nos citoyens se demandent souvent où est notre armée et si celle-ci se tient prête. La réponse que les responsables politiques doivent leur donner est aussi embarrassante pour ces derniers qu'elle est inaudible pour le grand public.

Notre pays se retrouve dans cette position contre son gré, mais il risque de s'enliser économiquement, politiquement et militairement dans ce cataclysme. Chaque jour supplémentaire de conflit militaire renforce la probabilité de ce scénario. Si l'un de nos nombreux alliés est victime de l'agression de l'axe Moscou-Minsk dans le cadre de ce conflit ou de ses ramifications, l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord comme l'article 42.7 du traité sur l'Union européenne pourront être invoqués. En effet, nous n'avons pas pris des engagements militaires contraignants que sous la bannière de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, l'Union européenne pouvant aussi exiger de notre armée une réponse militaire même en cas de menaces hybrides moins graves.

Dans le meilleur des scénarios, la Belgique et le reste du continent européen seront confrontés pendant encore plusieurs années aux répercussions des sièges de villes comme Kiev, Kharkiv et Marioupol. Dans le pire des scénarios, nous risquons tôt ou tard de devenir nous-mêmes partie au conflit. Telle est l'amère réalité géopolitique à laquelle nous faisons face aujourd'hui.

Il est heureux que les esprits soient en train de mûrir et que l'augmentation du budget de la Défense commence tout doucement à bénéficier d'un soutien parlementaire accru. Après des années d'économies, on constate aujourd'hui l'existence d'une volonté politique de renouer avec le renforcement de nos forces armées.

Toutefois, malgré tous les signes avant-coureurs qui indiquent que la guerre entre la Russie et l'Ukraine ne sera que l'un des nombreux conflits que nous devrons surmonter durant une période plus longue d'instabilité

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De brutale Russische invasie van Oekraïne is een kantelmoment in onze moderne geschiedenis: oorlog keert met verwoestende kracht weer naar onze contreien. Voor onze burgers is het een bruut ontwaken: amper verlost van de gezondheidscrisis, komen plots de perspectieven van oorlog en voedseltekorten opdagen om de Europese economieën en sociale cohesie verder te beproeven.

Geconfronteerd met de beklijvende beelden uit Oekraïne en de dreigementen van nucleaire vernietiging die hen bereiken, reist dan ook vaak de vraag: waar is ons leger en is het paraat? Het antwoord dat de politici moeten geven is voor hen even ongemakkelijk als het voor het brede publiek ontluisterd is.

Dit land bevindt zich tegen wil en dank in deze positie, maar dreigt economisch, politiek en militair verstrikt te raken in dit cataclysme. De waarschijnlijkheid hiervan neemt met de dag dat het militair conflict aansleept toe. In het geval dat één van onze vele bondgenoten in dit conflict of haar uitlopers wordt blootgesteld aan de agressie van de as Moskou-Minsk kunnen zowel artikel 5 van de NAVO als artikel 42.7 van het EU-verdrag ingeroepen worden. Want niet enkel onder de vlag van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie gingen we bindende militaire verbintenissen aan, zelfs voor lichtere hybride dreigingen kan de EU een militair antwoord van ons eisen.

In het best mogelijke scenario zullen België en de rest van het Europese continent nog jaren geconfronteerd worden met de repercussies van de strijd om steden als Kiev, Charkov en Marioepol. In het slechtste scenario dreigen we zelf vroeg of laat betrokken partij te worden. Dat is de bittere geopolitieke realiteit waarmee we nu geconfronteerd worden.

Gelukkig zijn de geesten rijpende en is er stilaan Kamerbrede parlementaire steun voor het verhogen van de Defensiebegroting. Er is vandaag de politieke wil om onze krijgsmacht, na decennia van bezuinigingen, weer te versterken.

Alleen, ondanks alle voortekenen dat de Oekraïens-Russische oorlog maar één van de vele conflicten is, die we in een langere periode van geopolitieke instabiliteit zullen moeten overbruggen, beogen we nog steeds niet

géopolitique, nous n'avons toujours pas pour objectif d'atteindre la norme minimale fixée par l'OTAN, qui prévoit de consacrer 2 % de notre produit intérieur brut à la Défense. Dans le cadre de l'actualisation de la Vision stratégique de notre Défense, baptisée Plan STAR, le gouvernement Vivaldi ne prévoit d'y allouer qu'un budget correspondant à 1,54 % de notre PIB, soit des mesures d'investissement additionnelles d'une valeur d'un peu plus de 10 milliards d'euros.

Et ce, en dépit de l'accord conclu lors du sommet de l'OTAN au pays de Galles (2014), où l'ensemble des pays membres de l'OTAN s'étaient engagés à consacrer 2 % de leur PIB à la Défense. En dépit, aussi, des exigences de réactivité définies dans le plan d'action "réactivité" (*Readiness Action Plan*) et l'Initiative de réactivité (*Readiness Initiative*), que nous avons encore durcies au cours de la dernière réunion de l'OTAN. En dépit, enfin, de la promesse faite par le gouvernement lui-même de réaligner, d'ici 2030, notre effort de défense sur celui des alliés européens non nucléaires de l'OTAN, qui s'élève aujourd'hui déjà à 1,7 % en moyenne.

Nous estimons qu'il est dès lors plus que temps de procéder à une augmentation structurelle du budget de la Défense, avec pour objectif final de quitter le ventre mou du peloton des alliés européens non nucléaires de l'OTAN et d'atteindre au moins la norme de 2 % du PIB, objectif pour lequel nous nous sommes engagés vis-à-vis de nos alliés.

D'aucuns pourront toutefois arguer qu'en ces temps de disette budgétaire, il devrait être plus important de concrétiser l'objectif de parvenir le plus correctement et le plus efficacement possible à l'effectivité opérationnelle plutôt que de faire preuve de dogmatisme en mettant en œuvre la norme de 2 % précitée. Il s'agit du fameux argument selon lequel la qualité prime la quantité, qui a déjà été avancé trop souvent. L'invasion malhabile de l'armée russe est la meilleure preuve qu'une armée sur papier et ses prestations sur le terrain sont effectivement deux choses différentes.

Toutefois, ceux qui soutiennent avec opiniâtreté que la norme de 2 % ne constitue rien de plus qu'un fétiche budgétaire sont de plus en plus – et à juste titre – poussés dans leurs retranchements:

a) premièrement, parce que cette norme est devenue un symbole et un indicateur important de la détermination politique occidentale à s'engager en faveur de la défense collective de leurs moyens de défense, dont le niveau est proportionnellement faible mais malgré tout considérable dans l'absolu. Il s'agit d'un signal non négligeable en réaction à l'agression actuelle, qui

de minimumstandaard, de NAVO-norm om 2 % van ons Bruto Binnenlands Product te besteden aan Defensie, te halen. In haar update van de Strategische Visie, onder het STAR-plan, houdt de Vivaldi-regering het bij 1,54 % oftewel een bijkomend pakket van ruim 10 miljard aan investeringen.

Dit ondanks dat we op de Top van Wales (2014) overeenkwamen dat alle NAVO-landen in 2024 2 % van het BBP zouden besteden aan Defensie. Dit ondanks de gereedheidseisen onder het *Readiness Action Plan* en het *Readiness Initiative*, die we tijdens de meest recente NAVO-bijeenkomst nog verder aanscherpten. Dit ondanks de eigen belofte van de regering om onze defensie-inspanning tegen 2030 opnieuw af te stemmen op de Europese niet-nucleaire NAVO bondgenoten, waar het gemiddelde nu al op 1,7 % ligt.

Voor ons is het dan ook meer dan tijd voor een structurele verhoging van het defensiebudget, met als einddoel niet langer de middenmoot van het niet-nucleaire Europese NAVO-peloton, maar wel minstens de 2 % BBP die we aan onze bondgenoten beloofd hadden.

Sommigen mogen er wel op wijzen dat belangrijker dan het dogmatisch hanteren van de 2 %-norm het zo correct en efficiënt mogelijk nastreven van operationele effectiviteit het doel moet zijn in deze budgettaire moeilijke tijden. Het beruchte "kwaliteit over kwantiteit"-argument dat al te vaak werd aangehaald. De stuntelige inval van het Russische leger is het beste bewijs dat er inderdaad een verschil is tussen een leger in cijfers en haar prestaties in het veld.

Echter, zij die hardnekkig vasthouden dat de twee percent niet meer is dan een budgettaire fetisj worden – terecht – steeds meer in het defensief geduwd:

a) ten eerste omdat de norm uitgegroeid is tot een symbool en belangrijke indicator van Westerse politieke vastberadenheid om zich te wijden aan de collectieve verdediging van een relatief klein maar nog steeds aanzienlijk niveau van hun middelen. Geen onbelangrijk signaal wanneer we geconfronteerd worden met de huidige agressie. Geen onbelangrijk signaal mocht het

serait en outre envoyé par le pays hôte des institutions de l'Union européenne et de l'OTAN;

b) deuxièmement, parce que dix de nos alliés respectent aujourd'hui déjà cette norme de 2 %, contre seulement trois en 2014, la majorité de nos alliés mettant en œuvre des plans nationaux visant à atteindre cet objectif dans un avenir proche. Si nous sommes l'un des plus mauvais élèves de la classe, il deviendra d'autant plus difficile d'expliquer à nos partenaires pourquoi nous méritons un traitement spécial et pourquoi nous ne pouvons pas égaliser leurs efforts;

c) troisièmement, parce que les capacités que nous sommes censés pouvoir fournir à la Force de réaction de l'OTAN et à la future capacité de déploiement rapide de l'Union européenne continueront également à croître de manière exponentielle. L'instabilité mondiale et les crises successives auxquelles nous devons également faire face sur le plan intérieur nécessitent des investissements dans un nombre croissant de domaines opérationnels;

d) quatrièmement, parce que le paradigme du "faire plus avec moins" ne cadre plus avec la réalité dans laquelle notre armée évolue aujourd'hui. Durant des années, notre Défense a pu se surpasser grâce au zèle et au dévouement fervents de son personnel. Néanmoins, il est de plus en plus évident que la Défense traverse une phase de transition au cours de laquelle l'opérationnalité, la disponibilité et le déploiement de ses troupes ne pourront plus être garantis sans injections financières structurelles substantielles.

Ces dernières décennies, la Défense a prouvé crise après crise qu'elle constituait notre meilleure assurance. Cela ne nous a toutefois pas empêché de la priver d'un budget adéquat lui permettant de réaliser convenablement ses missions, avec à la clé une opérationnalité matérielle trop faible, une occupation insuffisante des unités, une mobilité militaire insuffisante, des rémunérations inadéquates, un patrimoine déliquescant et une capacité de haute intensité défaillante. Et ce, alors que les questions d'opérationnalité, de déploiement, d'employabilité et de soutenabilité sont de nouveau d'actualité.

Nous estimons que même si la norme de 2 % a un caractère hautement symbolique, elle contient néanmoins la promesse pour notre Défense de pouvoir largement couvrir les ambitions énoncées dans la Vision stratégique, les ajouts demandés par le Comité stratégique en vue de la préparation de l'actualisation de cette vision, les augmentations salariales promises dans le plan POP, tout en offrant une marge pour le développement et le renforcement ultérieurs de ses capacités.

ook uitgaan van het gastland van de instellingen van beide EU en NAVO;

b) ten tweede omdat waar in 2014 slechts drie bondgenoten de 2 %-norm haalden, dit aantal vandaag al op tien ligt, met een meerderheid die nationale plannen uitrolt om dit doel in de nabije toekomst te halen. Als één van de slechtste leerlingen van de klas, zal het des te moeilijker verdedigbaar worden ten aanzien van onze partners waarom wij een bijzondere behandeling verdienen en waarom we hun inspanning niet kunnen evenaren;

c) ten derde omdat de capaciteiten die we verwacht worden te moeten kunnen leveren voor de *NATO Response Force* en de toekomstige *EU Rapid Deployment Capacity* ook exponentieel blijven toenemen. De wereldwijde instabiliteit en de opeenvolgende crisissen waar we ook op binnenlands vlak mee af te rekenen krijgen, vereisen een investering in een stijgend aantal operationele domeinen;

d) ten vierde omdat het paradigma van "meer met minder", niet langer strookt niet met de realiteit waarin ons leger zich nu bevindt. Jarenlang heeft onze Defensie door de doorgedreven inzet en toewijding van haar mannen en vrouwen boven haar gewicht kunnen boksen. Echter is het in toenemende mate duidelijk dat Defensie zich in een transitiefase bevindt waarin de gereedheid, beschikbaarheid en inzetbaarheid van haar troepen niet langer gegarandeerd kunnen worden zonder structurele en substantiële financiële injecties.

Defensie is in de afgelopen decennia crisis na crisis bewezen onze beste verzekering te zijn. Dat heeft ons er niet van weerhouden haar een adequaat budget voor het correct uitvoeren van haar opdrachten te ontzeggen. Met een te lage materiële gereedheid, onvoldoende bezetting van de eenheden, ontoereikende militaire mobiliteit, inadequate verloning, verloederd patrimonium en ontbrekende high-intensity capaciteit tot gevolg. Juist nu paraatheid, inzetbaarheid, bruikbaarheid en voortzettingsvermogen weer aan de orde van de dag zijn.

Voor ons mag de 2 %-norm dan wel een hoog symbolisch gehalte hebben, ze houdt wel de belofte in voor onze Defensie dat ze de ambities uitgeschreven in de Strategische Visie, de gevraagde aanvullingen door het Strategisch Comité ter voorbereiding van haar actualisering, de beloofde loonsverhogingen in het POP-plan ruimschoots kan dekken, met ruimte voor de verdere ontwikkeling en verdieping van haar capaciteiten.

Depuis 2006, les gouvernements belges écrivent dans chaque note de politique générale et dans chaque déclaration de gouvernement que l'OTAN constitue la pierre angulaire de notre politique de sécurité. Dans la crise sécuritaire actuelle, cette organisation a largement prouvé qu'elle est plus que digne de cette confiance et qu'elle peut être le garant d'une dissuasion militaire crédible. En échange, l'OTAN attend de ses membres des forces armées multidimensionnelles, opérationnelles et déployables presque en permanence pour contribuer à la défense collective, qui s'appuie sur un financement proportionnel à leurs propres capacités économiques. Il est temps aujourd'hui de répondre à cette attente.

In iedere beleidsnota en regeerverklaring sinds 2006 schreven Belgische regeringen dat de NAVO de hoeksteen van het veiligheidsbeleid vormt. In de huidige veiligheids crisis heeft de organisatie meer dan bewezen dat ze dat vertrouwen meer als waard is en garant kan staan voor geloofwaardige militaire afschrikking. In ruil daarvoor verlangt de NAVO van haar leden een veelzijdige en vrijwel voortdurend inzetbare en parate krijgsmacht om bij te dragen aan de collectieve verdediging, die berust op een financiering gelijklopend aan hun eigen economische sterkte. Het is nu tijd om haar dit te geven.

Theo FRANCKEN (N-VA)
 Peter BUYSROGGE (N-VA)
 Darya SAFAI (N-VA)
 Sander LOONES (N-VA)
 Michael FREILICH (N-VA)
 Joy DONNÉ (N-VA)
 Bert WOLLANTS (N-VA)
 Frieda GIJBELS (N-VA)
 Kathleen DEPOORTER (N-VA)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. tablant sur la violence de la guerre russe en Ukraine pour convaincre le monde politique belge de la nécessité urgente d'atteindre la norme de 2 % fixée par l'OTAN;

B. soulignant que, pour la première fois dans l'histoire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, la Force de réaction de l'OTAN, comptant 300 militaires belges, a été déployée pour renforcer le flanc est de l'Alliance;

C. considérant qu'il se peut qu'outre les contributions que nous apportons déjà à l'OTAN dans plusieurs domaines, il pourrait encore nous être demandé dans un avenir très proche de déployer des unités supplémentaires dans le cadre de l'Initiative de réactivité de l'OTAN;

D. considérant que le gouvernement a décidé de fournir à l'Ukraine assiégée 5 000 fusils automatiques FNC, 200 armes antichars et 3 800 tonnes de carburant;

E. soulignant que tant le déploiement dans le cadre de la Force de réaction de l'OTAN (NRF) que les dons de la Défense au profit de l'armée ukrainienne ont déjà mis en lumière des lacunes dans l'équipement de l'armée belge, qui ne sont pas passées inaperçues;

F. mettant en garde contre les conséquences importantes d'un conflit prolongé en Europe de l'Est et en Europe centrale et contre la possibilité que la Belgique puisse en outre devenir partie prenante au conflit si l'article 5 du Traité de l'OTAN ou l'article 42.7 du Traité sur l'Union européenne était déclaré d'application;

G. invoquant que l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) s'engage depuis déjà 70 ans dans le monde pour assurer la défense collective de ses membres, ainsi que la paix, la sécurité et la stabilité du territoire euro-atlantique;

H. renvoyant à la décision de 2006 prise par les ministres de la Défense de l'OTAN – dont celui de la Belgique – de consacrer au minimum 2 % de leur produit intérieur brut (PIB) à des dépenses en matière de défense pour continuer à garantir la capacité militaire de l'Alliance;

I. vu la promesse non tenue découlant de la Déclaration du sommet du Pays de Galles, à laquelle le gouvernement belge a souscrit, qui dispose que:

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. hopen op de overtuigende kracht van de Russische oorlog in Oekraïne om de Belgische politiek te overreden van de dringende noodzaak om de 2 %-norm van de NAVO te ambiëren;

B. attenderend dat voor het eerst in de geschiedenis van de NAVO de *NATO Response Force* uitgestuurd werd, waaronder 300 Belgische militairen, om de Oostflank van de alliantie te versterken;

C. acht slaande op de mogelijkheid dat naast de bijdragen die we nu al op diverse vlakken aan de NAVO leveren, we in de zeer nabije toekomst nog gevraagd kunnen worden bijkomende eenheden in te zetten onder het *NATO Readiness Initiative*;

D. gelet dat de regering overging tot de levering van 5 000 FNC automatische geweren, 200 antitankwapens en 3 800 ton brandstof aan het belaagde Oekraïne;

E. alerterend dat zowel de inzet voor de *NATO Response Force* (NRF) als donaties van Defensie aan het Oekraïense leger, al tekorten in de uitrusting van het Belgische leger blootlegden, die niet onopgemerkt bleven;

F. waarschuwend voor de ingrijpende gevolgen van een aanslepend conflict in Oost- en Centraal-Europa en de mogelijkheid dat België verder betrokken partij kan worden indien artikel 5 van het Handvest van de NAVO of artikel 42.7 van het EU-verdrag van toepassing verklaard zouden worden;

G. inroepende dat de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie (NAVO) al 70 jaar zich wereldwijd inzet voor de collectieve verdediging van haar leden en voor de vrede, veiligheid en stabiliteit van het Euro-Atlantische gebied;

H. refererend naar de beslissing van 2006 door de NAVO-ministers van Defensie – waaronder die van België – om minimaal 2 % van hun Bruto Binnenlands Product (BBP) te besteden aan defensie uitgaven om de militaire paraatheid van het Bondgenootschap te blijven waarborgen;

I. opmerkende de on vervulde belofte uit de overeenkomst van de Top van Wales, onderschreven door de Belgische regering, die stelt dat:

a) les Alliés qui se conforment actuellement à la directive OTAN recommandant un niveau minimum de dépenses de défense de 2 % du PIB chercheront à continuer de le faire. De même, les Alliés qui consacrent actuellement plus de 20 % de leur budget de défense aux équipements majeurs, y compris la recherche et développement y afférente, continueront de le faire;

b) les Alliés dont la part du PIB consacrée à la défense est actuellement inférieure au niveau précité: 1. cesseront toute diminution des dépenses de défense; 2. chercheront à augmenter leurs dépenses de défense en termes réels à mesure que croîtra leur PIB; 3. chercheront à se rapprocher dans les dix années à venir des 2 % recommandés, en vue d'atteindre leurs objectifs capacitaires OTAN et de combler les insuffisances capacitaires de l'OTAN;

J. informant que dix États membres – la Grèce (3,82 %), les États-Unis (3,52 %), le Royaume-Uni (2,29 %), la Croatie (2,79 %), l'Estonie (2,28 %), la Lettonie (2,27 %), la Pologne (2,1 %), la Lituanie (2,03 %), la Roumanie (2,02 %) et la France (2,01 %) – atteignent déjà l'objectif proportionnel de 2 % fixé par l'OTAN;

K. soulignant qu'à l'instar d'autres partenaires européens, la Belgique s'appuie fortement sur la relation transatlantique et sur la puissance nucléaire et conventionnelle des États-Unis, dont les dépenses représentent plus des deux tiers du volume total de l'Alliance;

L. signalant la décision historique du gouvernement allemand d'investir 100 milliards d'euros dans la Défense, ce qui permettra à notre voisin de dépasser la norme de 2 % du PIB;

M. recevant le 1^{er} mars 2022 des signaux similaires de l'Italie par la voix du premier ministre Draghi;

N. soulignant les projets d'investissement danois qui permettront à ce pays d'atteindre la norme de 2 % en 2033;

O. soulignant les projets néerlandais visant à ajouter deux milliards d'euros aux 3 milliards d'euros prévus dans le nouvel accord de coalition (2021-2025);

P. renvoyant à la décision de la Lituanie de faire passer son investissement dans la Défense à 2,5 % du PIB, après des décisions similaires prises par la Lettonie et la Lituanie;

Q. prenant acte de déclarations politiques similaires effectuées au cours des dernières semaines et des

a) bondgenoten die momenteel voldoen aan de NAVO-richtlijn om minimaal 2 % van hun BBP aan defensie te besteden, ernaar zullen streven dit te blijven doen. Evenzo zullen bondgenoten meer dan 20 % van hun defensiebegrotingen besteden aan belangrijk materieel, met inbegrip van gerelateerde *research & development*, en dat blijven doen;

b) bondgenoten waarvan het huidige deel van het BBP dat aan defensie wordt besteed onder dit niveau ligt, zullen: 1. elke daling van de defensie-uitgaven een halt toe roepen; 2. streven naar verhoging van de defensie-uitgaven in reële termen naarmate het BBP groeit; 3. ernaar streven om binnen tien jaar richting de richtlijn van 2 % te gaan om hun NAVO-vermogensdoelen te halen en de capaciteitstekorten van de NAVO op te vullen;

J. informerend dat tien lidstaten – Griekenland (3,82 %), Verenigde Staten (3,52 %), Verenigd Koninkrijk (2,29 %), Kroatië (2,79 %), Estland (2,28 %), Letland (2,27 %), Polen (2,1 %), Litouwen (2,03 %), Roemenië (2,02 %) en Frankrijk (2,01 %) – al de proportionele 2 %-doelstelling van de NAVO halen;

K. erop wijzend dat net als andere Europese partners België te sterk leunt op de trans-Atlantische relatie en op de nucleaire en de conventionele slagkracht van de Verenigde Staten, wiens uitgaven meer dan twee derde van het totaalvolume van het Bondgenootschap vertegenwoordigen;

L. signalerend de historische beslissing van de Duitse regering om 100 miljard euro te investeren in Defensie, waarmee ons buurland boven de 2 % BBP norm zal stijgen;

M. opvangend gelijkaardige signalen uit Italië bij monde van premier Draghi op 1 maart 2022;

N. aanstippend de Deense investeringsplannen die haar de 2 %-norm laten bereiken tegen 2033;

O. acht slaand op de Nederlandse plannen om de 3 miljard euro, zoals is toegezegd in het nieuwe Coalitieakkoord (2021-2025), te verhogen met 2 miljard euro;

P. verwijzend naar de beslissing van Litouwen om haar investering in Defensie verder op te drijven tot 2,5 % BBP, na eerdere soortgelijke beslissingen in Letland en Litouwen;

Q. akte nemend van soortgelijke politieke wilsverklaringen in de afgelopen weken en maanden vanuit

derniers mois par la France, la Pologne, la Lituanie et la Roumanie en vue de renforcer davantage leur position, qui se situe déjà au-delà des 2 %;

R. renvoyant à la déclaration de gouvernement, qui indique que “le gouvernement examine comment tracer une trajectoire de croissance d’ici 2030 afin de réaligner notre effort de défense sur celui des alliés européens non nucléaires de l’OTAN”;

S. déplorant que le plan STAR, approuvé par le Conseil des ministres du 25 février 2022, ne vise qu’à porter les moyens à 1,54 % du PIB d’ici 2030;

T. signalant que la moyenne des membres européens non nucléaires de l’OTAN a déjà dépassé 1,7 %;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

d’ajuster la trajectoire de croissance budgétaire de la Défense à l’horizon 2030 en fonction de la norme minimale de 2 % du PIB fixée par l’OTAN, conformément à son engagement international.

18 mars 2022

Frankrijk, Polen Litouwen en Roemenië om hun positie, nu al boven de 2 %, verder te versterken;

R. verwijzend naar de Regeerverklaring die stelt dat: “de regering onderzoekt hoe ze tegen 2030 een groeipad kan uittekenen om onze defensie-inspanning tegen 2030 opnieuw af te stemmen op de Europese niet-nucleaire NAVO bondgenoten”;

S. betreurend dat het STAR-Plan, goedgekeurd op de Ministerraad van 25 februari 2022, de middelen tegen 2030 slechts beoogt te laten stijgen naar 1,54 % BBP;

T. informerend dat aan het gemiddelde van de niet-nucleaire Europese NAVO-leden de 1,7 % reeds heeft overschreden;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

het budgettaire groeipad voor 2030 van Defensie bij te stellen naar de NAVO-minimumnorm van 2 % BBP, overeenkomstig haar internationaal engagement.

18 maart 2022

Theo FRANCKEN (N-VA)
 Peter BUYSROGGE (N-VA)
 Darya SAFAI (N-VA)
 Sander LOONES (N-VA)
 Michael FREILICH (N-VA)
 Joy DONNÉ (N-VA)
 Bert WOLLANTS (N-VA)
 Frieda GIJBELS (N-VA)
 Kathleen DEPOORTER (N-VA)